

Le J.A.

Journal de la CGT Educ'action Versailles

Le gouvernement n'avance pas masqué

Edito 11

« Mais alors si le monde n'a absolument aucun sens, qui nous empêche d'en inventer un ? »

2

Au rectorat, de la fatigue et de la colère !

3

L'écho des départements

4/5

Les formations
Constellation ou comment Blanquer veut

6

imposer sa doxa pédagogique !

Lancement des cahiers pédagogiques de la CGT Educ'action Versailles

6

Les sales profs !

7

Contacts

8

Le jeu de mots est facile mais il traduit malheureusement une réalité. Passé l'effet de sidération de la période du confinement, nous avons pu constater que ce gouvernement qui se caractérise par l'impréparation, l'amateurisme et en un mot la bêtise est désormais à l'offensive. La crise sanitaire que nous traversons s'accompagne d'une crise économique dont nous ne maîtrisons pas encore toutes les conséquences. Une chose est sûre : le capital n'a pas prévu de prendre sa part et il ne semble pas imaginable d'entamer le taux de profit qui est pourtant au plus haut depuis les années 80. Au contraire, on assiste à un effet d'aubaine. Le plan de relance de 100 milliards du gouvernement a majoritairement pour but d'apporter des liquidités aux entreprises sans contrepartie. Nous sommes, à une échelle supérieure, dans la même logique que le CICE.

Personne n'exhibe encore de badge 1 million d'emplois car le discours est bien celui de la sauvegarde de celui-ci. Pourtant, on voit se multiplier les plans de licenciements ou les accords de compétitivité dans lesquels on trouve la traduction des lois scélérates proposées par Macron alors qu'il n'était encore que ministre.

Dans le même temps, le gouvernement joue avec la peur du virus en l'entretenant sans apporter de réelles solutions. De deux choses l'une : soit la menace est

surestimée et le gouvernement profite de ce moment. Soit la menace est réelle et c'est bien la mise en danger de la population qui est à l'œuvre. Comment en effet imaginer que des masques en tissu comme ceux donnés dans les établissements scolaires et le protocole actuel protègent les élèves et les personnels. De plus, l'aspect sanitaire masque mal l'impréparation de notre ministère en particulier. La période actuelle appelait à une réponse d'ampleur dans l'éducation comme dans les autres secteurs vitaux pour la société. Il n'en est rien. Nous faisons toujours les mêmes constats : la hausse des effectifs par classe, le manque de moyens techniques, numériques, la caporalisation de la hiérarchie intermédiaire, l'absence de perspectives d'avancée salariale sérieuse. Pire, Blanquer en bon profiteur de crise, accélère dans l'application de sa vision rétrograde de l'école en réduisant encore la liberté pédagogique et les collectifs de travail. Nous pensons au contraire que ce sont les collègues qui doivent décider de leurs métiers. Comme c'était le cas en mai dernier, nous devons nous réapproprier nos outils de travail en imposant notre vision de l'école..

Mathieu Moreau
Co-secrétaire
Académie de Versailles

Commission paritaire n° :

1012S07065

Dir. de publication :

Marie Buisson

Imprimé sur papier

CGT Educ'action Versailles

La Rotonde-32-34 avenue des Champs Pierreux-92 000 NANTERRE

Tel : 06 40 16 79 39

**« Mais alors si le monde n'a absolument aucun sens,
qui nous empêche d'en inventer un ? »
(Lewis Carroll, *Alice au pays des merveilles*, 1865)**

En cette rentrée 2020, la phrase ne peut manquer de nous faire réfléchir.

En effet le tableau de cette rentrée si particulière est bien sombre et pose la question centrale du sens de notre travail.

Nous avons dû subir l'absurdité des mesures et des injonctions pour lutter contre l'épidémie, dans une école dont on voudrait nous faire croire qu'elle est le seul lieu à garantir l'immunité au virus à partir du moment où l'on porte des masques.

Les agents d'entretien ont subi et subissent encore une pression très forte de leur hiérarchie, mais aussi parfois des collègues, au regard d'enjeux sanitaires importants alors qu'ils ne peuvent répondre aux demandes et à l'augmentation de la charge de travail, du fait de l'insuffisance de moyens matériels et humains.

Cela va de paire avec l'augmentation constatée à tous les niveaux, des pressions issues des hiérarchies intermédiaires (inspection, chef.fes d'établissements, voire directeur.trices d'écoles, qui théoriquement ne sont pas dans la chaîne hiérarchique)

Plus généralement, le renvoi des mesures à prendre vers la responsabilité locale et les établissements, conduit logiquement à des traitements complètement différents selon les endroits, allant des protocoles les plus stricts au laisser-faire le plus visible, qui conduit à dérouler une rentrée comme les autres, avec pour seule différence le port du masque.

Face à ceux qui voudraient gouverner nos vies, nos métiers, et qui ont clairement montré leurs limites lorsqu'ils se sont crus les seuls intelli-

gents, remettons de l'intelligence collective et rendons du sens à notre travail.

En effet, il nous semble indispensable et urgent de se réapproprier notre travail, dans un double objectif : émancipation politique et préservation de la santé des travailleuses et travailleurs de l'éducation que nous sommes. Pour faire face aussi à une souffrance qui explose, notamment en raison de la dépossession organisée de nos métiers et de la caporalisation à l'œuvre.

Cela pose évidemment la question des moyens accordés aux services publics, tels que la santé et l'éducation, mais aussi à tous les métiers socialement utiles, si souvent dévalorisés.

Et pour le moment lorsqu'on évoque les moyens, ce ne peut être que pour dénoncer leur absence en cette rentrée : pas de recrutements supplémentaires pour limiter les effectifs par classe, pas d'anticipation de la rentrée en ce qui concerne l'aménagement des locaux, les points d'eau, l'équipement numérique...

Alors que les évaluations devraient être un outil de remédiation, les « évaluations nationales » qui sont imposées par le haut, sont complètement déconnectées et inutilisables : elles ne sont qu'un moyen supplémentaire de contrôle, pour ne pas parler de flicage.

Le sentiment qui domine aujourd'hui est que le système ne tient que par l'engagement de ses personnels, et beaucoup trop souvent contre l'institution, alors même qu'elle devrait être en soutien.

Au moment où nous écrivons ces lignes, c'est aussi l'hésitation qui domine quant à la politique sanitaire appliquée par le gouvernement.

Soit la situation est grave, et on ne peut pas comprendre pourquoi les établissements

LE CAPITALISME A FAÏM!!



scolaires et universitaires n'appliquent pas des protocoles plus stricts, alors même qu'au 28 septembre ils représentent 36 % des clusters en cours d'investigation (loin devant les entreprises et le « milieu familial élargi » représentant respectivement 18 % et 9%).

Soit la situation est moins grave, et dans ce cas la politique de gouvernement par la peur et la restriction des libertés individuelles sont inadmissibles et ne visent qu'à empêcher tout mouvement

de protestation et toute discussion sur des lois socialement injustes et dangereuses.

Certes la temporalité et les modalités de la science sont très différentes de la temporalité et des emballements médiatico-politiques, et cela devrait probablement nous inciter à la prudence. Mais cela ne doit surtout pas nous empêcher de réfléchir et de prendre un peu de hauteur et de distance, pour réfléchir ensemble à l'école que nous voulons, et au sens de notre travail.

Cela fera prochainement l'objet d'un cahier pédagogique et d'une journée

d'études académiques que notre bureau a souhaité organiser, justement pour sortir la tête du sac... et contribuer à inventer un sens au monde dans lequel nous voulons vivre.

Frédéric Moreau,
co-secrétaire académique de la CGT
Educ'action Versailles.

Au rectorat, de la fatigue et de la colère !

Pour les personnels techniques et administratifs du rectorat de Versailles, l'année 2020 semble interminable.

Comme au sein de l'ensemble des services de l'État, ils ont d'abord du subir les conséquences de l'impréparation complète des pouvoirs publics à la crise sanitaire et à ses conséquences pourtant prévisibles. En raison d'un équipement informatique adapté très insuffisant et de l'absence d'anticipation, la « continuité administrative » chère au ministre et à la rectrice n'a reposé, durant de très longues semaines, que sur la conscience professionnelle et les heures non comptées d'un très petit nombre d'agents en télétravail. Surcharge de travail et de pression pour les un.es, sentiment d'inutilité pour les autres : cette gestion de crise calamiteuse, autoritaire et aveugle à la réalité vécue, a provoqué énormément de dégâts et de colère !

Lorsque le « dé-confinement » est enfin

arrivé, les choses ne se sont guère arrangées. Sans répit, les équipes ont du prendre en charge ce qui n'avait pas pu l'être en télétravail, tout en constatant que la reconnaissance attendue ne se paierait que de courriels sonnante faux. La « prime Covid », elle, ne sera versée qu'à une infime part des agents mobilisés, en toute opacité et pour des montants sans rapport avec le nombre d'heures effectuées.

Les vacances d'été, pour beaucoup, auront été raccourcies à trois semaines ou interrompues début août pour l'affectation retardée des lauréats de concours. Là encore, la continuité administrative n'a reposé que sur la conscience des agents et leur capacité d'organisation, la hiérarchie se contentant elle de « fixer les objectifs » !

Aujourd'hui, fatigue et colère se mêlent à de l'incompréhension. Alors que le taux d'équipement en ordinateurs portables s'est amélioré et que la crise sanitaire est en plein rebond, la hiérarchie -

à Versailles comme ailleurs – a refusé au retour des congés la poursuite du télétravail. Tout le monde au bureau, cinq jours par semaine, sauf si vous êtes fragile ou malade ! Gardez votre masque et cessez de réclamer des plexiglas dans les bureaux exigus !

Chaque semaine donc, des collègues malades ou « cas contacts » sont mis à l'isolement sans que la hiérarchie n'en tire les conséquences qui s'imposent et n'organise un télétravail partiel pour une décohabitation indispensable dans les bureaux et un désengorgement de la cantine. Elle préfère détourner l'attention à cette gestion irresponsable en organisant sondages et discussions sibyllines sur le projet de « campus académique 2025 », à mille lieux des préoccupations urgentes et légitimes des équipes !

L'écho des départements

Face à cette rentrée qui n'a rien de normal et qui s'est déroulée dans l'impréparation la plus totale, les camarades du SDEN78 ont décidé d'interpeler la Rectrice.

Madame la Rectrice,

Depuis septembre les établissements scolaires ont ouvert dans des conditions extrêmes. Les protocoles d'accueil parfois incohérents, associés à l'accueil des élèves dans une situation sanitaire qui n'est toujours pas stabilisée impactent naturellement les conditions de travail et la santé des personnels.

Le renvoi de l'application du protocole aux échelons locaux conduit à des prises de décisions aberrantes et dont la légitimité nous interroge.

Les situations qui nous sont remontées sont préoccupantes : dans le secondaire, certains chefs d'établissement déci-

dent au cas par cas de la venue des enseignants, au regard de leurs déclarations concernant leur état de santé mais aussi l'éventuelle fréquentation de cas contact. Cette attitude, doublée par l'impact financier du jour de carence, incite les agents à ne rien dire et à venir travailler.

Dans le primaire, la « latitude » laissée aux directrices les pousse à endosser des responsabilités qui les dépassent ou les conduit parfois à oublier qu'ils/elles n'ont pas de pouvoir hiérarchique sur leurs collègues et crée des tensions dans les équipes.

Il est également demandé à de nombreuses collègues enseignantes d'assurer en plus du présentiel, un distanciel pour les élèves avec suspicion de COVID. Ces demandes répétées sont en contradiction avec le plan de continuité pédagogique.

Rarement une rentrée n'aura été aussi particulière. Le Ministre multipliait les activités sportives et délaissait la préparation de la rentrée scolaire. Dans l'Essonne, il n'y avait plus de DASEN ou de DASEN-adjoint, les services ont donc préparé la rentrée dans une forme d'autogestion assez nouvelle. Dans la semaine précédant la rentrée, les personnels vulnérables étaient toujours dans l'ignorance de la façon dont ils allaient être traités. Après avoir annoncé que les personnels à risques devaient revenir travailler ou prendre un congé maladie, le gouvernement a fait machine arrière en rétablissant des autorisations d'absence mais en réduisant les pathologies concernées et en excluant les personnels vivant avec des personnes à risques. Nous demandons des ASA (Autorisations Spéciales d'Absence) pour les personnels vulnérables ou conjointes de personnels vulnérables pour l'ensemble des pathologies reconnues au mois de juin.

Derrière le vernis des annonces de Banquer, la réalité craque. Pour mettre en place les dédoublements dans les CP-CEI, la DSDEN a pris sur les moyens de remplacement. Malgré les fusions des ZIL et des BD en TRS pour « fluidifier », le manque de moyens de remplacement s'aggrave dans le département*. En conséquence, lorsqu'un-e enseignant-e est absent-e dans les écoles REP+, il faut supprimer le dédoublement CP-CEI pour avoir un prof devant la classe.

L'impact du confinement sur les apprentissages des élèves n'est pas réellement pris en compte. Dans les lycées, l'Éducation Nationale ne propose qu'une poignée d'HSE (Heures Supplémentaires Effectives) à se répartir dans les établissements. Les lycées Pro se partagent des miettes d'HSE, pourtant, on débloque des milliards pour l'apprentissage.

La région n'assume pas ses responsabilités d'employeur. Dans les équipes d'agents de la région, les personnels en arrêt ne sont pas remplacés. Les agents

Au vu de l'état d'épuisement de nos collègues au 1^{er} octobre, il est urgent que des consignes écrites, cohérentes et harmonisées leur soient transmises rapidement et que vos services apportent des réponses à claires aux problématiques suivantes :

La position administrative des personnels sommés de rester chez eux/elles

La question de l'enseignement à distance pour ces mêmes personnels

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Madame la Rectrice, l'expression de notre considération distinguée et de notre attachement au service public d'éducation.

L'écho
du 78

doivent donc assurer un nettoyage renforcé de zones élargies, situation intenable pour eux qui génère beaucoup de souffrance au travail et de nouveaux arrêts.

Les annonces de plans de licenciement s'enchaînent : 830 à Nokia-Nozay, Renault-Lardy... Alors que ces entreprises se sont gavées (et se gavent toujours !) d'argent public. Au total, 2 000 emplois vont être supprimés, dans l'indifférence des autorités. Une situation sociale qui se dégrade dans le département et que l'Éducation ne semble pas vouloir prendre en compte !

*ZIL (Zone d'Intervention Limitée) pour les remplacements courts, BD (Brigade Départementale) pour les remplacements longs, TRS (Titulaires Remplaçants de Secteur)

L'écho
du 91

M manque de moyens vie scolaire : les personnels du LP Monod d'Antony préparent la grève !

Vendredi 25 septembre, 10h25, salle des profs du lycée Théodore Monod, la secrétaire du proviseur entre et nous dit que cela vient de sonner et qu'il n'y a qu'un AED présent ce jour-là.

Mardi 30 septembre, 11h30, l'heure d'info syndicale commence, et la salle 136 se remplit. Le temps d'admirer les tubes de colle UHU collés au plafond, les questions diverses ainsi que l'ordre du jour que l'on inscrit au tableau, il y a beaucoup de collègues et ça fait plaisir à voir.

Les deux CPE sont là aussi, c'est la première fois.

Depuis plusieurs années, avant le comité technique du mois de juin, on relaie la

demande de moyens supplémentaires en vie scolaire. Quatre équivalents temps plein pour un lycée ouvert aux quatre vents de plus de 600 élèves, car on partage les bâtiments de l'ESPE, c'est compliqué, et ça épuise. Mais rien. On dit qu'on nous a bien entendu-es et on recommence l'année suivante.

Aujourd'hui, c'est différent, les CPE prennent la parole devant tous les collègues présent-es et nous exposent la situation. Depuis la rentrée, il n'y a pas eu un jour où l'équipe de vie scolaire était au complet et la plupart du temps, pas plus de deux AED. La direction se félicite d'une rentrée presque normale, sans incidents majeurs, mais à quel prix ? Pratiquement aucun suivi des élèves décrocheur-ses et des heures supplémentaires qui ne font que fatiguer davantage les personnels.

Que faire ? On propose un courrier

pour une demande d'audience à la direction académique, mais cela semble repousser l'urgence aux vacances de la Toussaint. Bref, on propose un débrayage

qu'on soumet au vote. La salle est unanime, il ne reste plus qu'à se mettre d'accord sur la date. Ce sera le jeudi 8 octobre, le préavis est envoyé dans la foulée.

Quand la direction a appris la nouvelle, ils ont questionné notre sentiment d'insécurité, puis se sont montrés déçus de notre empressement peu diplomatique, même s'ils partageaient en fait le constat. Depuis, un coup de téléphone a été passé au bureau de la DASEN mais n'a rien donné. La grève est maintenue, les collègues sont prêt-es, allons-y.

L'écho
du 92

On ne peut difficilement se défaire d'un sentiment tenace. L'impression d'être dans une mauvaise comédie. Si nous n'étions pas les acteurs.trices en première ligne, on trouverait peut-être le trait un peu gros. Pourtant la réalité s'apparente à une grosse farce. Alors que dans le même temps les milliards coulent à flots pour soutenir des entreprises qui licencient en masse pour ne pas mettre à mal leur taux de profit, nous devons dans l'éducation dans le 95 faire comme si rien n'avait changé. On se serait attendu à un « geste », à des mesures fortes pour lutter contre le creusement des inégalités, de la fracture scolaire que le confinement n'a fait que confirmer. Mais, rien. Pas de moyens supplémentaires dans le premier comme dans le second degré. Au contraire, on assiste à des records en termes d'effectifs par classe, une dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels, des insuffisances en termes de matériel. La liste est longue et elle n'est pas due au coronavirus.

La rentrée a donc été l'occasion pour les collègues de se mobiliser en particulier dans le second degré. Ce fut le cas

avec le collège Voltaire à Sarcelle ou le lycée Simone de Beauvoir à Garges. Plus récemment encore, c'est le lycée Jean Jaurès à Argenteuil qui était en grève pour exiger des moyens supplémentaires d'un point de vue éducatif et d'enseignement. Si des réponses sont apportées, elles sont très loin des enjeux de la période. On constate de plus que les mobilisations se situent principalement dans les zones d'éducation prioritaire. Sa disparition dans les lycées depuis 2015 ouvre la voie à une augmentation sensible des effectifs qui dégrade sensiblement la possibilité de limiter l'impact de la fracture scolaire à l'œuvre dans notre société. Il s'agit bien ici d'une politique choisie à la fois par le gouvernement qui se dote d'outils pour y parvenir mais aussi avec le soutien des hiérarchies intermédiaires que sont les rectors et les DSDEN. Dans le Val d'Oise, l'application de l'indicateur de positionnement social qui a supplanté les anciens sigles (ZEP, REP, PEP4...) permet de réduire les moyens dans les établissements qui en ont le plus besoin pour absorber la pression démographique dans les autres. On se retrouve donc avec des secondes à 37 dans des lycées

ayant autrefois une limite de 30 élèves. Dans le premier degré, dès le début

septembre, il n'y avait plus de remplacement sur Garges, Cergy ou Argenteuil. Cela entraînait mécaniquement le report des élèves dans les autres classes des écoles ne facilitant absolument pas le retour des élèves dans des classes qu'ils n'avaient parfois pas vu depuis le mois de mars dernier. Dans le même temps, une partie des IEN poursuit son autoritarisme en tentant d'appliquer au pas de charge les directives réactionnaires du ministre Blanquer et en multipliant les formations « constellations » ayant pour but l'application d'une pédagogie dogmatique en français et en math en instaurant de plus la surveillance entre les collègues.

Pour toutes ces raisons, la CGT Educ'action 95 sera reçu par la DSDEN jeudi 8 octobre afin de soulever l'ensemble de ces problématiques. A cela s'ajoute les situations des personnels précaires comme les AESH ballottés d'un établissement à un autre.

Il pleut des milliards sur l'économie française mais c'est toujours la sécheresse pour l'éducation dans le 95

L'écho
du 95

Les formations Constellation ou comment Blanquer veut imposer sa doxa pédagogique !

En voilà une expression qui claque : les formations Constellation. Mais essayons d'y voir d'un peu plus près. Ce n'est plus vraiment à prouver notre ministre Blanquer défend une vision réactionnaire de l'école. Ce sympathique monsieur, depuis son bureau rue de Grenelle (a-t-il lui aussi des ordinateurs dé-

semble des questions éducatives. Il s'appuie pour cela sur des travaux infail- libles, les neurosciences. Il ne s'agit pas de rejeter en bloc tous les travaux en la matière. Ce qui interroge, c'est la vo- lonté d'imposer une vision dogmatique de l'enseignement et notamment de la lecture et des mathématiques. Cela se traduit par l'application du guide vert et du plan Villani.

Et pour appliquer le programme mi- nistériel, Blanquer a mis en place les formations « Constellations ». Qu'en est-il dans les faits ? Dans le 95, des centaines de collègues du départe- ment se retrouvent ainsi inscrits dans des « constellations » de 6-8 ensei- gnants, bien souvent sans avoir été sollicités. Il est prévu que tous les PE du département soient « constellés » au terme des 5 prochaines années. Avec un « pilotage » (pilote= chef d'escadrille) par un CPC ou l'IEN de circonscription qualifié d' « **ami cri- tique** » (sic !), pour travailler sur des séances que chacun devra mettre en œuvre dans sa classe. Pour vérifier la

mise en œuvre de la séance.

Que trouve-t-on à redire à ce plan stel- laire ?

Tout d'abord, il remet en cause la liber- té pédagogique des enseignant.e.s. Il s'agit d'appliquer une méthode. On met de côté l'expérimentation et l'expé- rience au profit d'une doxa qui ne s'ap- puie sur aucune base scientifique (voir la tribune de Roland Goigoux du 9 mai 2018 sur le Café Pédagogique – **Aucune expéri- mentation ne valide la méthode du ministre**)

Ensuite, il y a la méthode. Les collègues deviennent avec l'appui des IEN et CPC non pas des pairs avec qui un dialogue se met en place mais bien des juges de ce qui se fait dans les classes. C'est là où le bât blesse durement. Nous défendons à la CGT Educ'action les collectifs de travail et notamment la collaboration choisie avec les collègues. L'échange de pratiques, d'idées d'innovation est un plus pour la pédagogie en classe. Mais cela doit se faire sans contrôle hiérar- chique en déconnectant de la carrière ce qui ne doit servir qu'aux élèves. C'est très loin de l'esprit de Blanquer et des plans qu'il veut imposer.

fectueux et une connexion insuffisante) a les solutions pour répondre à l'en-

tion visitera chaque PE pour observer la



Guide pour le Plan français

à destination des pilotes et référents en académie

Lancement des cahiers pédagogiques de la CGT Educ'action Versailles

Le projet initial de la CGT était au dé- part d'imposer le fait que les travail- leurs.euses quel que soit leur secteur d'activités étaient capables de produire sans les patrons. Dans cette optique et à l'échelle qui est la notre, c'est la pro- duction pédagogique qui est au cœur de notre secteur. La CGT Educ'action Ver- sailles a décidé de lancer la rédaction

d'un cahier pédagogique. En effet, les offensives contre nos métiers sont mul- tiples. Contre notre statut, contre nos conditions de travail et celles des élèves mais aussi sur le fond sur ce que nous enseignons. Notre syndicalisme doit être porteur d'un projet émancipateur pour l'École. Ce sont les orientations de la CGT Educ'action. Ces cahiers pé-

dagogiques seront donc une pierre dans ce projet avec des analyses de fond pour contrer la doxa libérale (voir ar- ticle ci-dessus) mais aussi des partages d'expérience de la part des camarades. Ces cahiers sont ouverts et pourront déboucher sur des journées d'études dans les prochaines années.

Les sales profs !

Témoignage

Je me permets de vous envoyer ce message car ce soir, je suis franchement en colère.

Notre collègue qui a partagé notre vie professionnelle et personnelle durant plusieurs années, nous a appris qu'un des membres de sa famille était brutalement décédé. Nous sommes les premiers qu'elle a prévenus, nous sommes effondrés.

Nous avons continué à faire classe, nous avons continué à "assurer" malgré tout, malgré notre chagrin, notre souffrance.

Selon une nouvelle étude européenne Eurydice, les salaires français sont parmi les plus bas de l'Europe de l'ouest avec l'Italie et l'Angleterre. Ils sont aussi parmi ceux qui ont le moins augmenté entre 2017-18 et 2018-19 et qui progressent le moins avec l'ancienneté selon une nouvelle étude européenne.

Les enseignants français ont des salaires annuels de début de carrière entre 26 000 et 27 000 euros

Un professeur de lycée suisse par exemple gagne 90 525 € par an, le professeur des écoles 71 917. Au Luxembourg les salaires se situent entre 67 391 et 76 378€. En Allemagne, en Norvège et au Danemark le salaire annuel dépasse 50 000 €. En Belgique, en Irlande, en Espagne, aux Pays Bas, en Autriche, en Finlande, en Suède, en Ecosse, et même dans la petite Islande, les enseignants touchent 30 000 à 40 000 €.

Avec leurs 26 329 € de départ dans le premier degré et 27 709 dans le second, les enseignants français rejoignent le

Il sera enterré demain et nous ne pourrions pas assister à ses obsèques. Les parents d'élèves seront présents, les personnels de mairie, les élèves, mais pas nous, ses amis, ses collègues, ceux qui l'ont épaulée ces dernières années, qui sont partis en vacances avec elle, qui ont partagé des moments privilégiés avec son proche disparu.

Nous l'aimions, nous souffrons et nous ne pourrions même pas lui dire au revoir. Quelle violence !

Notre IEN est touché par ce que nous vivons mais cette situation ne rentre pas dans les textes et les moyens de remplacement sont inexistantes. Nous devons rester à notre poste quoi qu'il ar-

rive.
Je me demande jusqu'à quand je vais supporter toutes ces aberrations. Hier, j'ai regardé les démarches pour démissionner. Nos conjoints qui travaillent dans le privé ont tous obtenu leur demi-journée. Moi, je demande 1 heure, je suis même prête à ne pas avoir de traitement, à donner des mois de salaire s'il le fallait.

La situation dans les écoles est déjà suffisamment difficile en cette rentrée, je pleurais déjà tous les jours en rentrant le soir dans ma voiture, j'ai redoublé cette semaine.

Ce métier vaut-il cela ?

Salaire enseignant : La France détonne en Europe de l'ouest

France le salaire de début a augmenté de 2% dans le premier degré et reculé de 1.1% dans le second.

En Angleterre la hausse n'a été que de 4%, en Allemagne de 4 à 9%. Partout ailleurs c'est beaucoup plus. Au Danemark, en Irlande, en Autriche, en Suède, elle va de 15 à 30%.

Alors que le gouvernement parle beaucoup de revalorisation et annonce vouloir y consacrer 400 millions il faut rappeler ce que représente cet effort présenté comme exceptionnel. Par rapport aux dépenses de personnel de l'éducation nationale (70 milliards) cela représente une hausse de 0.5%. Par rapport à la potentielle réforme des retraites c'est très insuffisant : il faudrait augmenter les salaires d'un tiers pour maintenir le niveau des pensions.

Une évolution de carrière minable

Ces bas salaires les enseignants français les trainent longtemps. Jusqu'à 15 ans d'ancienneté ils peuvent espérer une hausse de 20%, ce qui est très peu par rapport à nos voisins : Belgique 40%, Royaume Uni 70%, par exemple.

La revalorisation en France et en Europe

Il y a encore une dernière caractéristique des salaires des enseignants français. Si on regarde l'évolution de leur salaire depuis 2014, ils font partie du petit nombre de pays où le salaire n'a pas bougé, voire a reculé. En

ADRESSES UTILES

CGT EDUC'ACTION VERSAILLES

La Rotonde - 32-34 Avenue des Champs Pierreux

92 000 NANTERRE

cgteducversailles@gmail.com

eluscgtversailles@gmail.com

Tel : 06 40 16 79 39

Co-secrétaires académiques :

Mathieu Moreau
et Frédéric Moreau

Responsable Élus CAPA :

Frédéric Moreau

Permanences téléphoniques

Permanences tous les vendredi + permanences téléphoniques en fonction de nos disponibilités : laissez un message pour être rappelés ou envoyez-nous un courriel (Beaucoup d'informations pratiques et d'actualités sur notre site Internet)

<http://www.cgteduc-versailles.fr/>

SDEN-CGT 78

Maison des Syndicats 4, place de Touraine

78 000 VERSAILLES

01 39 49 42 50

06 75 36 49 58

cgteducaction78@gmail.com

<http://www.cgteduc-yvelines.fr/>

Co-secrétaires départementaux :

Aude Marin La Meslée

Sylviane Laporte Fray

Permanences : Jeudi et vendredi

9 heures 30-18 heures 30

SDEN-CGT 91

12, place des Terrasses de l'Agora

91 034 EVRY CEDEX

09 64 48 48 47

01 60 78 55 43

sdencgt91@gmail.com

Secrétaire départemental :

Yannick Billiec

Permanences : Mardi et jeudi 10h-16h,

Mercredi 14 H- 16 H

SDEN-CGT 92

La Rotonde 32-34 Avenue des champs Pierreux

92 000 Nanterre

06 81 96 51 23

Premier degré 06 40 58 25 46

Second degré : 06 38 79 32 38

cgteduc92@gmail.com

Site : <http://cgteduc92.ouvaton.org/>

Secrétaires départementaux :

Samuel Serre Maxime Pouvreau

Permanences : Le mercredi matin et le vendredi à partir de 10h00

SDEN-CGT 95

82, bd Gal Leclerc 95 100 ARGENTEUIL

01 34 10 02 55

06 88 77 36 17

sden-cgt-95@wanadoo.fr

Site : <http://ww.cgteducaction95.ouvaton.org>

Co-secrétaires départementaux :

Olivier Delous, Mathieu Moreau

Permanences : Jeudi à partir de 10 heures